



## Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation CSA-SD du 26 mars 2026



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Mesdames et messieurs les membres du CSASD,

La carte scolaire qui se prépare pour la rentrée 2026 est vécue, dans nos écoles et dans nos établissements, comme une attaque directe contre le service public d'éducation et contre nos conditions de travail. Profitant de l'aubaine de la baisse de la démographie française, notre Ministre fait le choix de l'économie, plutôt que celui de la qualité. Nous aurions préféré un choix en adéquation avec les déclarations qui affirment que l'éducation est une priorité. Des investissements à la baisse se traduisent concrètement sur le terrain par la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels.

L'école en avait-elle besoin ou pouvait-elle se le permettre ? A l'Unsa Education, nous affirmons que non. Les personnels sont de plus en plus en surmenage, en proie aux tensions entre leur professionnalisme et la réelle possibilité d'accomplir leur mission, le mal-être grandit au fur et à mesure de la dégradation des conditions de travail. L'éducation de nos enfants ne peut pas se faire sur la souffrance des personnels. Elle n'est pas une charge financière, elle est un investissement. L'Institut des Politiques Publiques dans son étude « Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique ? » le confirme : « la réduction du nombre de personnel n'est pas une opération rentable sur le long terme, puisque pour un euro économisé, neuf euros sont perdus pour la société. »

Sur le terrain, nous savons bien ce que cela signifie : des classes trop chargées, moins de temps pour chaque élève, une inclusion scolaire toujours plus dégradée, des directrices et directeurs, des équipes contraintes de « faire toujours plus avec toujours moins ». Pour ouvrir, il faudra fermer encore plus de postes ailleurs. C'est une logique purement comptable, à rebours de tous les discours officiels sur la réussite de chaque élève, l'école pour tous, la proximité avec les familles.

A l'Unsa Education, avec la suppression dans notre département de 53 postes dans le 1<sup>er</sup> degré, nous dénonçons que nos élèves, nos écoles, nos collègues deviennent des variables d'ajustement budgétaire.

L'Unsa Education le dit clairement : nous refusons les fermetures sèches quand les besoins éducatifs restent élevés. Nous refusons que la baisse des effectifs serve de prétexte à un désengagement de l'État. Nous exigeons une dotation en postes qui permette réellement de réduire les effectifs par classe, de renforcer le remplacement, l'aide spécialisée, l'accompagnement des élèves à besoins particuliers ou à difficulté d'expression comportementale, d'assurer à chaque directrice et directeur d'école une décharge hebdomadaire indispensable.

Sans moyens supplémentaires, la « réussite de tous » reste un slogan creux.

Le Budget de l'Éducation nationale ne doit plus être envisagé comme une dépense mais comme un investissement à long terme.

Enfin, l'Unsa Éducation remercie les services et la DSDEN pour la qualité des échanges lors du groupe de travail et pour la transmission des documents.

Je vous remercie de votre attention.



Adeline GIOVANELLA  
Secrétaire départementale de l'UNSA Éducation 54